

COP 2019



DROITS DE L'HOMME - CONDITIONS DE TRAVAIL - ENVIRONNEMENT DURABLE - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE (RSE) - 17 OBJECTIFS DES NATIONS UNIES (ODD) - GOUVERNANCE ET LEADERSHIP



An aerial photograph of Paris, France, featuring the Eiffel Tower prominently in the center-right. The city's dense urban landscape, with numerous buildings and green spaces, is visible. A semi-transparent teal rectangular overlay covers the upper-left and central portions of the image, serving as a background for the text.

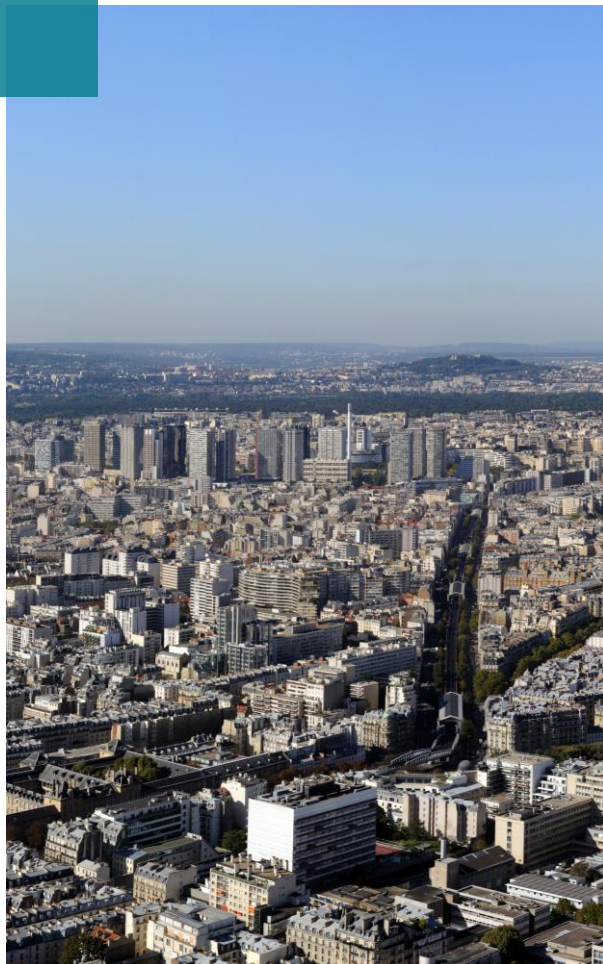
RAPPORT PACTE MONDIAL **UN** GLOBAL COMPACT REPORT

SOMMAIRE

04	AVANT PROPOS		
05	LETTRE D'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT	22	ENVIRONNEMENT DURABLE
06	MESSAGE DU PRÉSIDENT	26	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
07	COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...	30	SOUTENIR LES OBJECTIFS DES NATIONS UNIES
13	LES 21 CRITÈRES GC ADVANCED	33	GOVERNANCE ET LEADERSHIP DE LA RSE
14	DROITS DE L'HOMME	36	NOS ACTIONS ET BONNES PRATIQUES
19	CONDITIONS DE TRAVAIL	43	NOS PROGRÈS

© CRÉDIT PHOTO : pxhere.com





AVANT PROPOS

Toutes les informations renseignées dans cette COP 2019 de l'AARPI Miguérès Moulin sont toutes issues de la politique Développement Durable mise en place par un Cabinet au Québec (CANADA) ; à savoir BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., Cabinet tiers crédible, à Montréal qui incube les exécutifs de l'AARPI Miguérès Moulin, en coaching exécutif sur la Responsabilité Sociétale (RSE). Et ce, dans le cadre d'un partenariat franco-québécois.

Voir : <https://www.prnewswire.com/fr/communiqués-de-presse/benkhalifa-cabinet-mbc-inc-a-montreal-et-laarpi-migueres-moulin-a-paris-lancement-louverture-du-premier-espace-arm-france-quebec-294853001.html>

BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. est positionné sur la niche de marché de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, l'ISO 26000 et le Coaching exécutif certifié ICF (International Coaching Fédération) pour l'implémentation des stratégies de Développement Durable.

Aussi, le président du Cabinet qui supervise cette COP siège en tant qu'expert à la Commission de l'AFNOR, en France, intitulée "Développement durable - Responsabilité sociétale" (AFNOR/DDRS).

Cette commission vise à suivre, accompagner et faciliter l'application de la norme ISO 26000 "Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale".

En outre, dans sa partie comptable et financière, cette politique est confiée à un tiers crédible respectant la législation française. En effet, l'AARPI Miguérès Moulin confie sa comptabilité à un Cabinet comptable tiers français agréé par les autorités officielles françaises. Ce Cabinet comptable s'occupe de la conformité, en la matière.

Objectifs et indicateurs fixés pour les Objectifs du Développement Durable :

ODD 5 et ODD 13

Les Objectifs et indicateurs fixés par l'AARPI Miguérès Moulin pour la période sont décrites à la page 36, au travers de la description de nos soutiens aux actions et bonnes pratiques en lien avec nos parties prenantes, avec une priorité pour les ODD 5 et ODD 13 ([Voir sites web de FEMMES avec... & Energy Observer](#)).



45 avenue Montaigne
75008 Paris - FRANCE
Tel. +33 1 72 00 23 72
contact@mmlaw.fr

Luc Miguérès
Emmanuel Moulin
Valérie Bensoussan
Budes – Hilaire de La Roche

Paola Garnier*
Bertrand Verdier
Mohamed Benkhalfi*
Daniel Mainguy*
Yves Miguérès*
Akilo Nasawa
Natali Aleksic
Martin Valluis
Anaëlle Bund

À l'honorable Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur António Guterres,

Paris, le vendredi 08 mai 2020,

*Barreaux de Milan et de Paris (Dir. 98/5/Ce)
*Responsable du Département « Responsabilité Sociétale
des Entreprises (RSE) & Développement Durable »
*Professeur Agrégé des Facultés de Droit
*Maître de Conférences Associé (Paris-Sud 11)

EM/LP

Réf : PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES | UN GLOBAL COMPACT COP 2019

À Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT | CEO

Nous, membres de L'AARPI Miguérès Moulin, conscients des enjeux universels liés au Développement Durable, avons l'honneur de renouveler, à l'honorable Secrétaire Général, notre désir de poursuivre notre démarche d'intégration des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies, ainsi que les 21 critères, entamée depuis le 06 Avril 2012.

Ayant atteint le niveau « GC Advanced », notre engagement est d'autant plus fort que nos actions, internes et externes, couvre un champ plus large pour répondre d'une manière exhaustive et précise aux 21 critères avancés, objet de notre communication sur le progrès de 2019 (COP 2019).

Fort d'une longue expérience, en matière de droit, pratiquée dans l'éthique et la déontologie de la profession, nous mettons notre expertise au service de notre clientèle, dans une stratégie de développement durable. Notre pratique, consolidée par notre adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies, nous permet d'intégrer la responsabilité sociétale comme axe central de notre vision, en cohérence avec notre mission d'avocats, corrélation obligée avec l'Objectif de Développement Durable **ODD 16**, se polarisant sur les mécanismes de paix et de justice fondés sur des institutions efficaces.



Ainsi, notre Cabinet a fait le choix de mettre à profit ses compétences pour contribuer à l'accompagnement de projets ambitieux de Développement Durable. Le plus en vue, actuellement, s'attache à l'importance que revêt la vie terrestre et aquatique, eu égard à l'Objectif de Développement Durable **ODD 15** et **ODD 13**, cherchant à lutter contre les changements climatiques. Ce projet s'intitule « **ENERGY OBSERVER** » : Un Bateau-Laboratoire auto-suffisant, carburant à l'hydrogène issu de l'eau de mer et se déplaçant dans 51 pays du monde pour la rencontre et la promotion d'autres acteurs impliqués dans la même cause. L'apport de nos talents s'articule autour du conseil et de la mise à disposition de services juridiques, dans des conditions optimales pour l'ensemble des départements composant le projet.

Notre Cabinet a également renforcé son implication quant au soutien des jeunes talents entrepreneurs, afin de donner les moyens de libre expression à leur créativité, en leur offrant des formations au sein de nos équipes s'imposant en tant qu'acteur privilégié dans deux programmes répondant à ce contexte : le « **cl'Hub** » et le « **YOUNG TALENT PACK** ». De plus, nous sommes impliqués dans le réseau « **BUSINESS ANGEL** » qui accueille notre Cabinet au sein de son Conseil d'Administration. Nous endossons la responsabilité de conseiller et d'accompagner les PME et les start-ups, à leur démarrage. Et, tout particulièrement celles qui s'intéressent, dans leurs fonctionnements, aux principes de consommation et de production responsable, relevant des Objectifs de Développement Durable **ODD 12**.

Par ailleurs, nos efforts se sont également orientés vers la participation effective à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable **ODD 5**, à propos de l'égalité des sexes. Ayant à cœur la promotion de la liberté de la femme, la garantie de ses droits et de son statut, nous appuyons financièrement et juridiquement l'Association « **FEMME AVEC ...** », organisation qui s'active pour améliorer la place de la femme dans la sphère socioéconomique, notamment sur le plan juridique.

En outre, nous avons renforcé nos mesures en lien avec l'Objectif de Développement Durable **ODD 13** ; à savoir la réduction des déchets, entre autres, par le recyclage du papier et en utilisant les éco-alternatives à la matière plastique ; et ce, en favorisant les bouteilles réutilisables et le café fourni par le commerce équitable. De surcroît, un travail de sensibilisation à destination de nos clients est amorcé, dans la mesure du possible, lors de chaque rendez-vous concernant nos résolutions et bonnes pratiques.

Enfin, les détails fournis dans ce rapport permettront de témoigner de notre volonté constante à atteindre les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, auprès de toutes les parties prenantes. D'autant plus, le contexte actuel, lié aux causes et aux conséquences de la pandémie du COVID 19, nous oblige à une prise de conscience conséquente à l'échelle locale, régionale et planétaire. Dans cet esprit, nous nous préoccupons davantage de la bonne santé et du bien-être de tous nos collaborateurs, en accord avec l'Objectif de Développement Durable **ODD 3**.

Ainsi, l'avenir immédiat s'ouvre, volontiers, sur une nouvelle ère mondiale s'appropriant davantage les processus vertueux du Développement Durable.

Me Emmanuel Moulin, Président | CEO
Avocat au Barreau de Paris

LETTRE D'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT

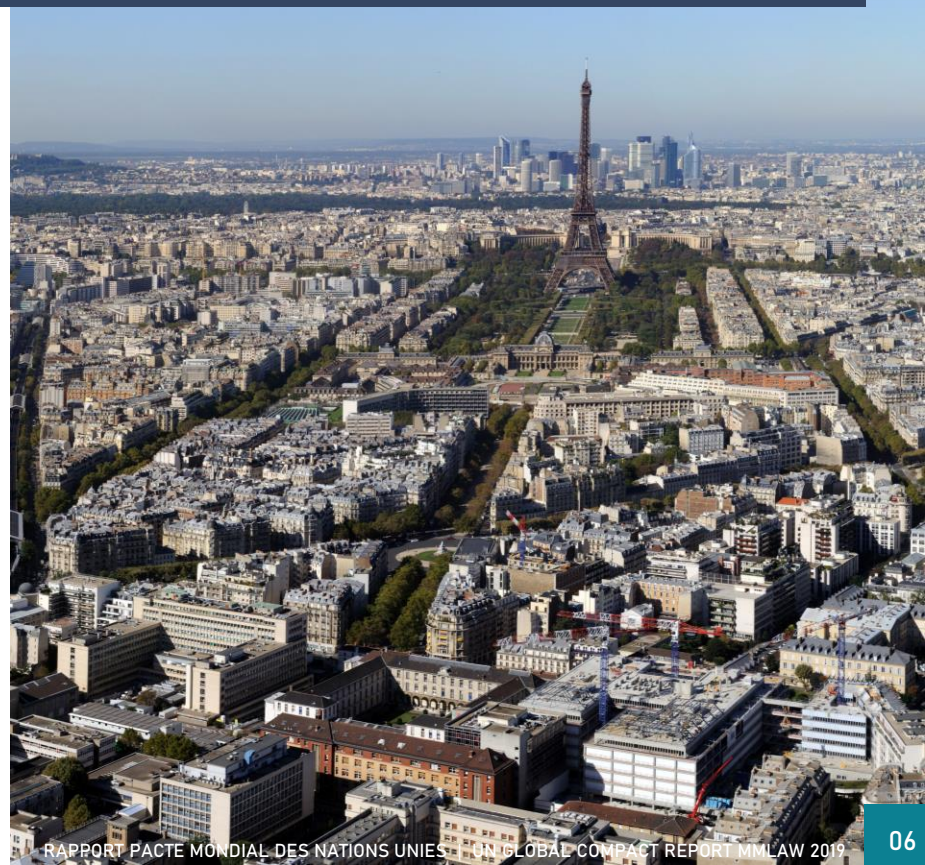
ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT/CEO

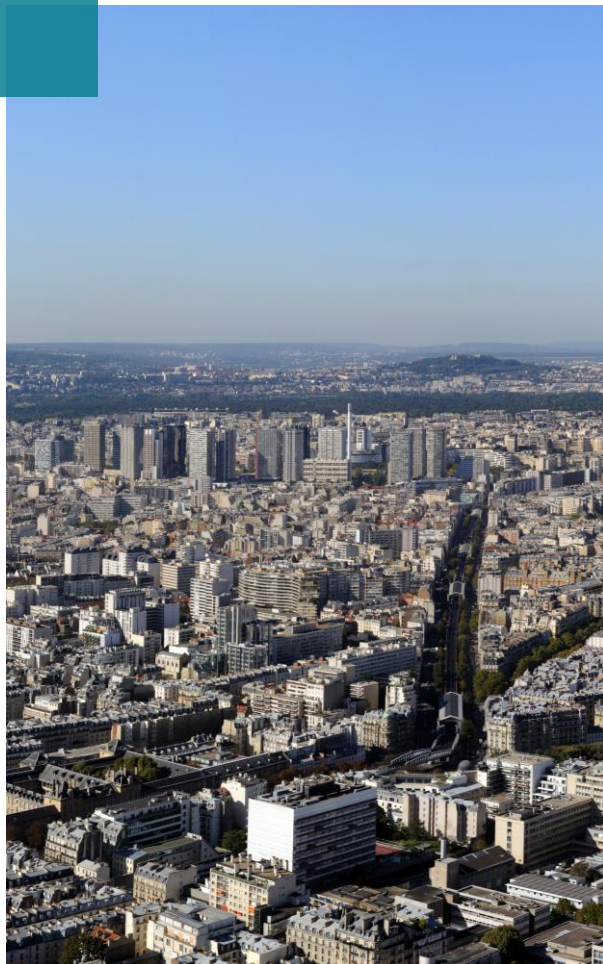


EMMANUEL MOULIN
PRÉSIDENT | CEO

« Plus que jamais, nous sommes appelés à intégrer l'idée que chaque entité est interreliée, ne formant au final qu'une seule à travers le monde. En effet, la pandémie du virus COVID-19 nous invite à cette réflexion et à une adaptation dans nos façons d'être, nos façons de faire, nos façons d'agir et dans notre conception du monde.

Par conséquent, j'appelle nos équipes d'avocats, nos collaborateurs, nos partenaires, nos clients, nos familles, à remettre l'Être au centre de nos préoccupations, à poser des actions concrètes qui permettront de léguer un écosystème pour les générations futures en santé à tout point de vue. Ce sont les petits gestes additionnés qui font toute la différence. »





COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...

L'AARPI Miguérès Moulin est un Cabinet d'avocats fondé par Me Luc Miguérès et Me Emmanuel Moulin regroupant des équipes à forte valeur ajoutée dans tous les domaines du droit des affaires. Ses Associés conseillent une clientèle française et internationale de premier plan, notamment dans les secteurs de l'industrie, de la distribution, de l'automobile, de la construction, du luxe, du commerce en ligne, de l'audiovisuel et du sport professionnel.

Leur expérience notoire des affaires internationales les conduit à intervenir régulièrement à l'étranger, qu'il s'agisse d'opérations d'acquisitions, de financement ou des contentieux judiciaires et arbitraux. Me Emmanuel Moulin a notamment animé le premier Cabinet d'avocats occidental au Vietnam dans les années 90 et au Mexique dans les années 2000. Il intervient également dans le domaine de l'arbitrage international et du sport professionnel.

En 2012, le Cabinet a intégré en qualité d'associés Me Valérie Bensoussan (MGA, droit des sociétés, restructuration et transmission d'entreprises) et Me Budes-Hilaire de La Roche (propriété intellectuelle, droit de l'audiovisuel et des nouvelles technologies).

En 2013, Me Guilhem Affre est venu se joindre à l'équipe pour diriger le pôle Contentieux des affaires.

Le Cabinet est l'un des membres fondateurs du réseau Alliance of Business Lawyers (ABL) qui regroupe une cinquantaine de Cabinets d'avocats de par le monde. Me Emmanuel Moulin est l'actuel Président du réseau ABL.

Ces dernières années, Miguérès Moulin a intensifié ses activités dans le domaine des cleantechs ; le cabinet accompagne les start-up dont les métiers sont orientés vers la protection de l'environnement et les énergies vertes.

Les équipes à forte valeur ajoutée de Miguérès Moulin assistent leurs clients, tant au quotidien que dans leurs opérations exceptionnelles, dans la définition de leur stratégie juridique.

UNE ÉQUIPE À FORTE VALEUR AJOUTÉE



L'AARPI Miguérès Moulin est constitué d'une équipe d'avocats expérimentés, réactifs et disponibles, tant en conseil qu'en contentieux, dans tous les domaines du droit des affaires. La richesse de notre cabinet repose sur la diversité des profils de ses membres tous multilingues. Nous veillons à l'Excellence de nos binômes associés/collaborateurs. Les avocats sont tous des spécialistes dans leurs domaines et confrontent leurs jugements au sein d'équipes pluridisciplinaires dirigées par des associés expérimentés. La formation académique de nos membres, leur

multiculturalisme, leur pratique de nombreuses langues étrangères, ainsi que la dimension « boutique » du Cabinet ont contribué, de longue date, à l'établissement de relations de confiance unique. Elles sont l'essence même du Cabinet. Le large panel de compétences assure chaque client d'un règlement d'ensemble de ses problématiques opérationnelles, juridiques et judiciaires.

L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT RSE



MAÎTRE EMMANUEL MOULIN

Leadership
CEO

« Notre équipe se veut une force d'action qui contribue à l'effort mondial pour l'atteinte des 17 Objectifs du Développement Durable (ODD) ».



MAÎTRE MOHAMED BENKHALIFA

Savoir-Faire
CAO

« Notre département s'inspire des bonnes pratiques responsables, avec un esprit de partage, d'échange d'expériences et d'amélioration continue ».



MAÎTRE VALÉRIE BENSOUSSAN

Gestion de Changement
Change Leader

« Nous avons la conviction que pour participer à un changement global nous devons tout d'abord changer nous-mêmes ».



L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT RSE

PARTAGE DE LA RÉUSSITE

Célébrer le succès en accompagnant la réussite motive notre action responsable au quotidien. Au sein de notre Cabinet, la valeur humaine est au cœur de notre processus de reconnaissance de la compétence acquise du responsable et de ses collaborateurs. Cette dynamique de motivation fait partie de la culture de notre organisation. Cette pratique garantit, pour ainsi dire, notre volonté d'agir, dans la confiance, en cohérence avec notre socle de valeurs et celui de notre mode de gouvernance.

Aussi, un système de gratification financière d'intéressement et de participation de nos collaborateurs est utilisé pour encourager l'apport d'affaires et la performance dans la gestion des dossiers délégués, tout en sensibilisant aux enjeux du Développement Durable. Depuis 2013, nous encourageons, régulièrement, notre écosystème à s'impliquer dans la redistribution des richesses par la contribution dans les causes sociales. Nos

efforts constants nous ont permis, en 2019, de recevoir les honneurs du Décideurs Magazine Leaders League.

FORTE NOTORIÉTÉ

Capital investissement – Opérations de capital risque – Classement 2019 – Cabinet d'avocats – France
Contentieux & Arbitrage – Contentieux commercial – Classement 2019 – Cabinet d'avocats – France
Fusions & Acquisitions – Opérations jusqu'à 75M€ – Classement 2019 – Cabinet d'avocats – France

PRATIQUE RÉPUTÉE

Contentieux & Arbitrage – Contentieux financier & haut de bilan – Classement 2019 – Cabinet d'avocats – France
Droit social – Négociations collectives et relations sociales – Classement 2019 – Cabinet d'avocats – France

Le partage de la réussite bénéficie également aux acteurs sociaux. En effet, avec sa vocation d'entreprise citoyenne, notre Cabinet accompagne également certaines initiatives à caractère social, économique et humanitaire.

L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT RSE

PARTAGE DU SAVOIR-FAIRE

Confié à l'expertise du tiers crédible BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., à Montréal, le Département RSE - Développement Durable est spécialisé dans :

- Les différents processus de communications en lien avec les modes de gouvernance ;
- L'innovation, la conduite et le management du changement ;
- La gestion de la performance et des talents ;
- Les plans de formation et de développement stratégique.

L'AARPI Miguérès Moulin s'appuie sur le savoir-faire de ce département spécifique pour le Développement Durable afin d'accompagner, ses clients, en la matière, dans une démarche cadrée et ainsi répondre aux perspectives d'un territoire ou d'une organisation de façon innovante.

Cette action est une première du genre dans un Cabinet d'avocat parisien. Ainsi, la vision de notre Cabinet se veut transversale. Et ce, pour l'aide à la décision stratégique et l'implémentation des principaux référentiels en cohérence avec la démarche «Responsabilité sociétale (RSE) - Développement Durable» (Normes ISO 26000, 14000, 9000, ITIL, COBIT, United Nations Global Compact, Agenda 21 Local...).

L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT RSE

PARTAGE DU CHANGEMENT

La Mission du Leader du Changement est :

L'identification des actions tout en s'appliquant à évoluer en tant qu'acteur ;

- La diffusion permanente de l'information aux parties prenantes ainsi que l'appui à leur engagement ;
- Le partage des bonnes pratiques collectives ;
- La mesure des effets des différentes actions ;
- La communication des résultats en interne.

Le partage des richesses internes de l'organisation ne serait possible sans la création de valeur ajoutée inhérente au métier d'avocat, en suivant des fondamentaux qui trouvent leur inspiration dans les valeurs premières de notre Cabinet.

C'est dans ce cadre que l'AARPI Miguérès Moulin a nommé Me Valérie Bensoussan Leader du Changement - Change Leader.

En effet, nous avons la conviction que pour participer à un changement global nous devons tout d'abord changer nous-même. Me Bensoussan a relevé ce challenge avec la compréhension qu'il est difficile pour une entreprise de changer si ses membres ne changent pas. Elle est donc chargée de la communication interne et de mobiliser les équipes, afin qu'il y ait une implication réelle de tous nos collaborateurs dans les actions entreprises par notre Cabinet.

Aussi, nous sommes désireux de contribuer à l'effort mondial, et par la même supporter le renforcement des actions d'appui à l'autonomisation de la femme, à l'entrepreneuriat et à l'aide à la création d'entreprises. Et ce, loin de faire de l'assistanat, nous encourageons, in fine, l'empowerment et le management du changement.

Avec ce véritable processus d'autonomisation en tête, notre Cabinet, offre des services adaptés aux réalités des individus déterminés à entreprendre.



DROIT DE L'HOMME



ENVIRONNEMENT



MAIN D'ŒUVRE

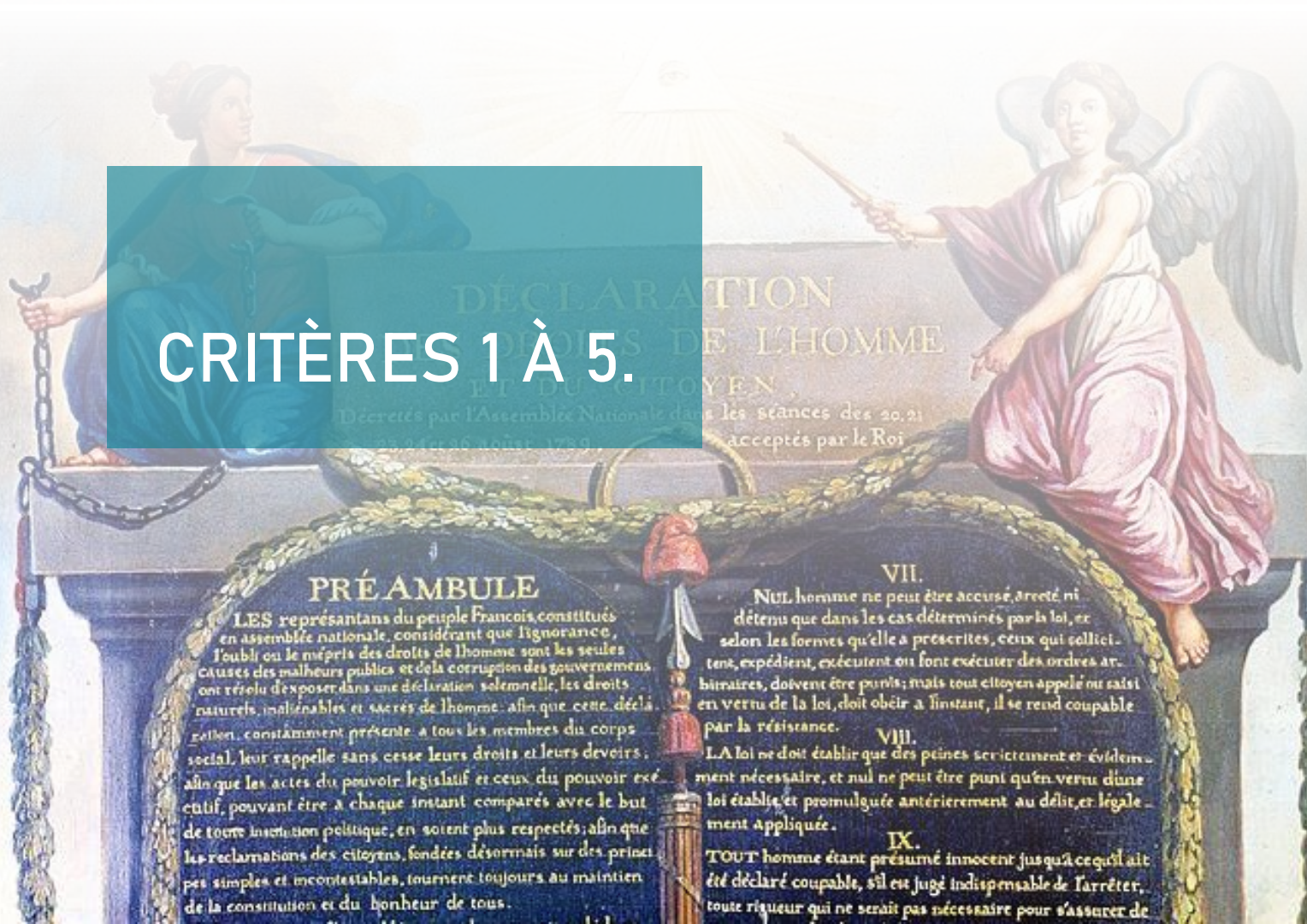


ANTI-CORRUPTION

LES 21 CRITÈRES GC ADVANCED

CRITÈRES 1 À 5.

DROITS DE L'HOMME



CRITÈRE 1 : LA COP DÉCRIT L'INTÉGRATION DANS LES FONCTIONS STRATÉGIQUES ET LES UNITÉS OPERATIONNELLES

Donner la responsabilité exécutive de la stratégie de développement durable aux fonctions pertinentes (achats, affaires publiques, ressources humaines, juridique etc.), en s'assurant qu'aucune fonction ne soit en conflit avec les engagements et des objectifs de développement durable.

Miguérès Moulin étant un Cabinet d'avocats, tous les acteurs de l'organisation sont des partenaires et adhèrent tous à la politique du Cabinet en matière de développement durable et d'environnement consistant en l'optimisation de la consommation d'énergie, la réduction de l'empreinte écologique et en contribuant à l'atteinte des 17 ODD.

Aligner les stratégies, objectifs, et formes d'incitation de toutes les filiales et unités opérationnelles avec la stratégie de développement durable.

Miguérès Moulin incite tous ses partenaires et fournisseurs à adopter une stratégie de développement durable. Les partenaires au sein même de l'entreprise, qui constituent les différentes unités opérationnelles, adoptent tous la stratégie de développement durable en recyclant le papier, le carton, les cartouches d'encre pour imprimantes, en évitant les

gobelets jetables pour l'eau et le café, en privilégiant les bouteilles et contenants réutilisables et en mettant à disposition du café équitable. Ils doivent se conformer aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

Attribuer la responsabilité en matière de développement durable à un individu ou un groupe dans chaque unité ou filiale.

Chaque partenaire se représente lui-même et n'est affilié à aucune unité ou filiale. Ainsi, chacun d'entre eux porte lui-même la responsabilité en matière de développement durable et la font respecter aux employés qui leur sont attachés. La responsabilité en termes de partenariats se fonde sur une convention qui introduit dans ses articles l'obligation de se conformer aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et à des politiques intégrant la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Les employés du Cabinet sont aussi tenus de respecter les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et se conforment aux mêmes normes que les partenaires.

CRITÈRE 2 : LA COP DÉCRIT LA MISE EN ŒUVRE DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

Communiquer les politiques et attentes envers les fournisseurs et les autres partenaires professionnels.

Depuis octobre 2013, 100% des courriels du Cabinet sensibilisent à la réduction de l'empreinte écologique. Miguérès-Moulin insiste pour que tous les fournisseurs du Cabinet aient des bonnes pratiques environnementales.

CRITÈRE 3 : LA COP DÉCRIT DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Engagement de se conformer à toutes les lois en vigueur et de respecter les droits de l'Homme internationalement reconnus, partout où l'entreprise opère (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, etc.).

Miguérès Moulin est un Cabinet d'avocats; ainsi, tous les partenaires, étant pour la très grande partie des avocats aux Barreaux de Paris, et même du Québec, New York et de Milan, se doivent de respecter les droits de l'Homme, conformément à leur formation et aux principes qu'ils défendent. De plus, tous les membres du Cabinet s'attachent à respecter les conventions internationales liées aux droits de l'Homme, telle la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Déclaration d'engagement disponible publiquement, communiquée en interne et externe à tout le personnel, les partenaires professionnels ou autres parties prenantes.

Une déclaration publique est disponible en interne et en externe dans le code des valeurs explicitement, qui démontre que la défense des droits de l'Homme est promulguée continuellement par le Cabinet. Ainsi, lors de la signature, par chaque membre, d'une entente de confidentialité, une charte éthique est signée en accompagnement obligeant à refuser l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme ou encore

toutes formes de discriminations qu'elles soient religieuse, liée à l'origine, sexuelle, linguistique, politique, sociale ou encore de fortune. La politique du Cabinet appelle au partage, à l'esprit de paix et de cordialité.

Déclaration d'engagement intégrée ou séparée pour le respect et le soutien des droits de l'Homme, approuvée au plus haut niveau de l'entreprise.

L'Exécutif et tous les partenaires au sein du Cabinet s'engagent à respecter et à soutenir les droits de l'Homme, comme le veut le code de déontologie de la profession d'avocat ainsi que le code des professions régit par les lois et règlement à Paris et en France et dans les pays où le Cabinet agit.

CRITÈRE 4 : LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES DES DROITS DE L'HOMME

Processus pour s'assurer que les droits de l'Homme internationaux sont respectés.

Toute forme de discrimination au sein du Cabinet ne peut entraîner qu'une des deux conséquences : Une formation plus accentuée et profonde des droits de l'Homme, ou si le concerné refuse cette formation, la rupture du partenariat avec le partenaire ou le stagiaire en question.

Sensibilisation interne et formation sur les droits de l'Homme pour la direction et les employés.

Les avocats au sein du Cabinet sont formés par leur métier à respecter et soutenir les droits de l'Homme. Les autres partenaires et stagiaires au sein du Cabinet sont quant à eux formés et sensibilisés sur les droits de l'Homme, afin d'éviter toute forme de discrimination, qu'elles soient religieuse, liée à l'origine, sexuelle, linguistique, politique, sociale ou encore de fortune.

Processus ou programmes en place pour soutenir les droits de l'Homme par : le cœur de métier; investissement stratégique/philanthropique/social; engagement public; partenariats et/ou d'autres formes d'action collective.

La majorité des partenaires et associés au sein du Cabinet sont des avocats. Ainsi, leur métier les oblige à soutenir et défendre les droits de l'Homme. Par ailleurs, le Cabinet Miguères Moulin - Association d'Avocats effectue aussi des donations aux ONG. En outre, le Cabinet en étant contributeur du Mémorial de la Shoah à Paris, s'engage en faveur des valeurs de paix, de rapprochement des cultures et de refus de l'intolérance. Chaque année le Cabinet, dans sa politique de philanthropie, choisit et soutient financièrement les organismes à but non lucratif qui soutiennent les droits de l'Homme ; et notamment dans les zones défavorisées.

CRITÈRE 5 : LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS AUX DROITS DE L'HOMME

Processus pour gérer les incidents que l'entreprise a causés ou auxquels elle a contribué pour les parties prenantes internes et externes.

Le processus allant de la prévention à la gestion des conflits repose à la base sur un entretien et une prise en compte du retour des collaborateurs, aux fins de satisfaction interne. De surcroît, la mise en place des systèmes de recueil des données est formalisée par l'implémentation du Baromètre de satisfaction interne (social). Ces dispositions prises, s'il s'avérait qu'il y ait un conflit à gérer, notre Cabinet applique de façon stricte la loi française pour les conditions de travail et le code de déontologie de notre profession, en matière de droit du travail.

Mécanismes de plainte légitimes, accessibles, réguliers, équitables, transparents, compatibles avec la loi, sources d'apprentissage continu, basés sur l'engagement et le dialogue.

Une enquête annuelle est faite anonymement auprès de l'ensemble des collaborateurs, afin d'évaluer leur perception du Cabinet et son management.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes.

Étant un Cabinet d'avocats, le Cabinet Miguérès Moulin se doit de faire respecter les droits de l'Homme au sein et en dehors du Cabinet, afin de garder son intégrité, sa réputation et son implication par la responsabilité sociétale dans ses cercles d'influence.

CRITÈRES 6 À 8.

CONDITIONS DE
TRAVAIL



CRITÈRE 6 : LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DES NORMES DU TRAVAIL

Référence aux conventions internationales pertinentes (Conventions de l'OIT) et à d'autres normes internationales dans les politiques d'entreprises.

Miguérès Moulin - Association d'Avocats respecte les droits de l'Homme et l'application des conventions de l'OIT, de façon factuelle comme le veut le code de déontologie de la profession d'avocat.

Politique d'entreprise écrite pour respecter les droits du travail nationaux, respecter les standards internationaux dans les activités internationales, et engager le dialogue avec les représentants d'organisation d'employés (internationales, nationales ou sectorielles).

Le Cabinet applique la loi française concernant les conditions de travail de façon stricte. De plus, le code de déontologie de la profession d'avocat est appliqué rigoureusement au sein de l'organisation.

CRITÈRE 7 : LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS AU TRAVAIL

Mécanismes de plainte, canaux de communication et autres procédures (par exemple mécanismes de dénonciation) disponibles pour les employés afin de rapporter des préoccupations, faire des suggestions ou demander conseil, conçus pour et fonctionnant en accord avec les représentants des organisations de travailleurs.

Le baromètre de satisfaction interne permet d'évaluer la perception de l'entreprise et son management du point de vue de l'ensemble des collaborateurs, par le biais d'une enquête annuelle faite anonymement, et basée sur un entretien de développement personnel pour chaque partenaire et stagiaire.

Sensibilisation interne et formation sur les normes du travail pour les dirigeants et les employés.

La formation continue est obligatoire dans le cadre de la déontologie de la profession des avocats du Barreau de Paris qui inclut, entre autres, la formation sur les normes du travail.

CRITÈRE 8 : LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS AUX NORMES DU TRAVAIL

Système pour tracer et mesurer la performance basé sur des mesures de performance standardisées.

La politique de recueil et de traitement des données mise en place dès la création de notre Cabinet, dans le cadre informatisé du logiciel PolyOffice, claires et accessibles par tous, permet une évaluation des performances individuelles et la maîtrise des relations avec la clientèle sur une base d'absolue transparence, en matière de facturation.

Audits ou autres mesures pour contrôler et améliorer les normes du travail des entreprises dans la chaîne logistique, en ligne avec les normes du travail internationales.

Le Cabinet partenaire tiers BENKHALIFA | CABINET MBC INC, expert en RSE et Développement Durable à Montréal, est la partie tierce qui supervise les politiques concernant les normes du travail au Cabinet Miguères Moulin.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.

Le Cabinet entretient et prend en compte les retours des collaborateurs à des fins de satisfaction interne. Il agit, dans le cadre d'un programme de bonne nutrition en offrant des fruits, in situ, au Cabinet et en faisant la promotion du régime méditerranéen préconisé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), cherchant à contribuer au troisième Objectif de Développement Durable (ODD), intitulé « Bonne santé et bien-être ».

A close-up photograph of a person's hand cupping a mound of dark, rich soil. A single white daisy with a yellow center is placed on top of the soil. The background is a soft-focus green field.

CRITÈRES 9 A 11.

**ENVIRONNEMENT
DURABLE**

CRITÈRE 9 : LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Référence aux conventions internationales pertinentes et à d'autres dispositifs internationaux (par exemple la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement).

Le Cabinet Miguérès Moulin et ses membres poursuivent, avec une volonté ferme d'agir, l'atteinte et le respect de la déclaration de Rio des Nations Unies (17 ODD). Le Cabinet supporte aussi et s'engage à respecter les normes du UN Global Compact, la Déclaration de Rio sur l'Environnement et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Réflexion sur la pertinence de la gestion durable de l'environnement pour l'entreprise.

Notre organisation se fixe comme objectif d'investir au-delà de l'obligation légale en budget formation pour atteindre le niveau des 2/3 des salariés bénéficiant au minimum d'une formation par an. Cette volonté s'articule autour d'objectifs ayant pour axe l'ouverture de niche de marché et de développement des affaires dans les métiers en lien avec le Développement Durable.

CRITÈRE 10 : LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS À LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sensibilisation interne et formation sur la gestion durable de l'environnement pour la direction et les employés.

Tous les membres de l'équipe sont encouragés à :

- Réutiliser les côtés vierges des papiers usagers ;
- Faire des photocopies recto/verso ;
- Éteindre les appareils électroniques et les lumières ;
- Utiliser des tasses et verres personnels ;
- Utiliser de la vaisselle réutilisable pour les clients ;
- Utiliser les courriels et les nouvelles technologies autant que possible au lieu du papier, afin de partager l'information.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère. Le Cabinet Miguérès Moulin a entrepris plusieurs actions environnementales afin de réduire son empreinte écologique en favorisant le recyclage, dont :

- Un contrat avec la société Shred-It pour la récupération et le traitement des déchets et papier ;
- Utilisation de café équitable et non en capsules ;
- Recyclage de 100% des consommables de photocopieurs et imprimantes à travers le programme Ecobox de Xerox.

CRITÈRE 11 : LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS À LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT

Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats.

Le Cabinet partenaire tiers M.BENKHALIFA | CABINET MBC INC, expert en RSE et Développement Durable à Montréal, est la partie qui supervise les politiques concernant l'environnement au Cabinet Miguérès Moulin et qui assure le suivi et la gestion du département RSE-Développement Durable du Cabinet créé à cet effet. Le président, étant celui qui prend les décisions concernant les politiques du Cabinet, celui-ci est toujours à l'écoute de ses partenaires, afin de trouver des solutions collectives avec les équipes et à mettre en place en synergie, afin de réduire l'empreinte écologique du Cabinet et lutter contre les changements climatiques. Et ce, dans le cadre de l'engagement du Cabinet cherchant à contribuer au treizième Objectif de Développement Durable (ODD) intitulé : « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».

CRITÈRES 12 A 14.



LUTTE CONTRE
LA CORRUPTION

CRITÈRE 12 : LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DE L'ANTI-CORRUPTION

Soutien de la direction envers la lutte contre la corruption.

L'AARPI Miguérès Moulin, étant un Cabinet d'avocat, le code de déontologie de la profession d'avocat y est appliqué rigoureusement. Aussi, la direction, composée d'avocats, condamne toute forme de corruption qu'elle soit au sein du Cabinet ou avec les partenaires.

Déclaration de soutien aux structures légales régionales et internationales pertinentes (par exemple la Convention des Nations Unies contre la corruption).

Le Cabinet informe et sensibilise effectivement, via le site internet, tous ses partenaires et collaborateurs quant à son soutien et son adhésion au Pacte mondial des Nations Unies - UN Global Compact et adhère aux bonnes pratiques, en lien avec la Convention des Nations Unies contre la corruption. <https://mmlaw.fr/cabinet/>

CRITÈRE 13 : LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Séparation des pouvoirs en interne pour assurer la cohérence avec l'engagement anti-corruption.

Selon l'article 16.2 du Règlement Intérieur du Barreau de Paris, l'avocat doit veiller à ce que sa facturation n'affiche que ses propres services, à ne pas être subordonné par quelque partie et ne doit accepter aucune commission ou cadeaux de la part d'une partie tierce :

Constitue notamment une atteinte à l'indépendance le fait, directement ou indirectement :

- D'accepter d'être partie à un mécanisme conduisant à une répartition ou à un partage des résultats ou au rééquilibrage des rémunérations en France ou à l'étranger avec des professionnels non avocats.
- D'accepter une relation de subordination de l'avocat ou un contrôle hiérarchique de l'exécution de ses missions par d'autres professionnels non avocats, notamment ceux ayant une activité de caractère commercial. L'avocat membre d'un réseau pluridisciplinaire doit veiller en toutes matières à ce que la facturation fasse apparaître spécifiquement la valeur de sa propre prestation ».

- 100 % de notre comptabilité est en conformité scrupuleuse avec les règles comptables locales, ainsi que les obligations fiscales dans l'enregistrement de tous les flux financiers; et ce dans le respect de la réglementation en France ;
- La direction a la responsabilité de mettre en œuvre les engagements et politiques anti-corruption ;
- La direction du Cabinet est composée d'avocats qui respectent et font respecter scrupuleusement le code de déontologie de leur métier qui leur octroie une forte responsabilité en matière d'anti-corruption.

CRITÈRE 14 : LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS À L'ANTI-CORRUPTION

Processus pour gérer les incidents.

Le processus mis en place pour gérer les incidents liés à la corruption est conforme aux lois et règlements de la France et au code de déontologie et de l'éthique professionnelle du Barreau de Paris.

CRITÈRES 15 A 18.



SOUTENIR LES
OBJECTIFS DES
NATIONS UNIES

CRITÈRE 15 : LA COP DÉCRIT LES CONTRIBUTIONS DU CŒUR DE MÉTIER AUX OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUES PLUS LARGES DE L'ONU

Aligner la stratégie du cœur de métier avec un ou plusieurs Objectifs des Nations Unies pertinents.

Au travers du partenariat avec des ONG pour lesquelles le Cabinet donne des contributions annuellement, nous mettons tout en œuvre afin de lutter contre la faim et l'extrême pauvreté, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile et préserver l'environnement ; et un engagement ferme à la promotion de 4 Objectifs de Développement Durable (ODD) ; à savoir le troisième intitulé « Santé et bien-être », le treizième intitulé « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques », le quinzième intitulé « Vie terrestre » et le seizième intitulé « Paix, justice et institutions efficaces » des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

CRITÈRE 16 : LA COP DÉCRIT DES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES SOCIAUX ET DE PHILANTHROPIE

Rechercher des investissements sociaux et des contributions philanthropiques liés au cœur de métier ou au contexte opérationnel de l'entreprise, en tant que partie intégrante de sa stratégie de développement durable.

Le Cabinet a aussi une politique de formation des jeunes et de la relève dans le développement durable à travers des stages offerts au sein même du Cabinet. Le Cabinet pratique aussi le Pro Bono, afin d'aider les personnes non-fortunées ou démunies à se défendre juridiquement sans qu'elles doivent s'acquitter de la totalité des honoraires demandés à un client régulier. De plus, le Cabinet est aussi sponsor annuel du Concours International d'arbitrage organisé par l'université de droit de Montpellier. Ce concours international regroupe des équipes d'étudiants en droit de facultés françaises et étrangères, lesquels participent devant un panel d'arbitres professionnels pendant plusieurs jours. Le vainqueur de ce concours se voit octroyé une bourse en guise de récompense. Le Cabinet Miguères Moulin finance aussi, annuellement, des ONG qui soutiennent les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

CRITÈRE 17 : LA COP DÉCRIT UNE PRISE DE POSITION ET UN ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE POLITIQUE PUBLIQUE

Engagement public sur l'importance d'agir sur un ou plusieurs objectif(s)/thème(s) des Nations Unies.

Le Cabinet Miguérès Moulin s'engage dans la promotion de la diversité culturelle et du rapprochement des peuples et des cultures et encourage la création artistique comme outil de la promotion de la paix. Aussi, les membres du monde entier de l'ABL dont fait partie le Cabinet se réunissent chaque année réunis lors de leur Assemblée générale. Et, lors de cette Assemblée, Me Emmanuel Moulin président du Cabinet sensibilise dans son discours au milieu des arts à la Paix dans le monde.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.

En partenariat étroit avec des ONG accréditées auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC), nous préparons activement l'organisation de la journée internationale du « Vivre Ensemble en paix » en mai 2019. De plus, nous avons adhérer à la cause de l'autonomisation des femmes à travers notre soutien auprès de l'association à but non lucratif « FEMMES avec ... ».

CRITÈRE 18 : LA COP DÉCRIT DES PARTENARIATS ET UNE ACTION COLLECTIVE

Développer et implémenter des partenariats avec des organisations publiques ou privées (entités des Nations Unies, Gouvernement, ONG ou autres) sur le cœur de métier, les investissements sociaux et/ ou « advocacy ».

Le Cabinet Miguérès Moulin est en partenariat avec le Cabinet BENKHALIFA | CABINET MBC INC. qui est aussi membre du Pacte mondial des Nations Unies. Ce partenariat vise, entre autres, à l'incubation de talents étrangers dans le développement durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises au Québec. Dans ce même esprit, le cabinet entretient des relations avec des ONG accréditées par le conseil économique et social des Nations Unies dans le cadre de la promotion de la paix dans le monde et le vivre-ensemble tous les 16 mai pour célébrer la Journée Internationale du Vivre Ensemble en Paix (JIVEP).

CRITÈRES 19 A 21.

GOVERNANCE
& LEADERSHIP
DE LA RSE

CRITÈRE 19 : LA COP DÉCRIT L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTION

Le Président promeut des initiatives améliorant la durabilité du secteur d'activité de l'entreprise et conduit le développement de standards pour l'industrie.

Lors de la dernière réunion de l'ABL à Washington, en novembre 2014, notre CEO, Senior Partner, est intervenu en ce sens. Au moment de la réunion à Stockholm au printemps 2015, il a été proposé la création d'un Business Unit dédié au Développement Durable et à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Ce Business Unit, unique en son genre dans le milieu des avocats internationaux, a été confié dès 2017 et jusqu'à ce jour, à un Cabinet membre du réseau reconnu pour son leadership en la matière qui est M. BENKHALIFA | CABINET MBC INC. Le président promeut continuellement les principes du Pacte mondial des Nations Unies et l'importance de l'implémentation de programmes de développement durable. Le président pousse aussi ses partenaires à adhérer aux principes du Pacte mondial des Nations Unies et à adopter des initiatives pour le développement durable. En outre, il initie à la démarche de l'ISO 26000 qui promeut la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Le Président mène l'équipe de direction exécutive dans la conception de la stratégie de développement durable, définissant les buts et surveillant leur mise en œuvre.

Le Cabinet, avec la ferme volonté de son CEO, s'est doté d'un département RSE – Développement Durable (RSE-DD), pour mettre en œuvre sa politique de Développement Durable où le CEO est personnellement impliqué.

CRITÈRE 21 : LA COP DÉCRIT L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Consulter les parties prenantes concernant les dilemmes et défis de mise en œuvre et les inviter à prendre activement part à l'examen de la performance.

La mise en place d'outils de pilotages simples et pratiques sont en permanence développés au sein de notre Cabinet permettant d'assurer un management efficient, tant collectif qu'individuel. Il s'agit concrètement :

- de formats électroniques d'invitation et suivi de réunion permettant d'implémenter avec précision le suivi de toutes les décisions sans qu'aucune ne puissent être négligées ;
- d'amélioration de l'application du principe du « droit à l'implication », une des valeurs promues au sein du Cabinet pour stimuler et surtout permettre initiatives et innovations ;
- d'une meilleure implication des équipes dans la stimulation de la force de proposition qui représente un enjeu que nous soutenons et soutiendrons.

NOS ACTIONS ET BONNES PRATIQUES

THE YOUNG
TALENT



Le
clHub
by
mmlaw

LE CLHUB

ENERGY
OBSERVER





Ce programme s'adresse aux moins de 35 ans, aux étudiants ou nouveaux diplômés ou à ceux qui veulent créer leur entreprise.

Les programmes offerts incluent au minima les prestations suivantes :

- les conseils juridiques personnalisés d'avocats seniors spécialisés en droit des sociétés, droit des affaires, droit des marques, etc.
- la vérification de la faisabilité du projet d'entreprise dans le cadre d'un rendez-vous avec un avocat senior du cabinet
- la recherche d'antériorité afin de vérifier la disponibilité de la dénomination sociale choisie, sans l'interprétation des résultats
- la rédaction de statuts sur mesure pour l'entrepreneur en solo ou à plusieurs
- l'aide au choix du statut fiscal et social du dirigeant
- la nomination du représentant légal dans les statuts ou par acte séparé
- la reprise des actes accomplis au nom de la société en formation
- l'optimisation du coût de l'avis de constitution (rédaction appropriée et choix du journal d'annonces légales)



THE YOUNG TALENT

Ce programme s'adresse aux moins de 35 ans, aux étudiants ou nouveaux diplômés ou à ceux qui veulent créer leur entreprise.

Les programmes offerts incluent au minima les prestations suivantes :

- la rédaction de tous les actes obligatoires (déclarations, notifications, avis de constitution...), souscription des formulaires requis (le formulaire M0 et si applicable les formulaires TNS et ACCRE)
- l'accomplissement des formalités (publication de l'avis de constitution, immatriculation de la société et enregistrement des statuts à la recette des impôts compétente...)
- la présentation d'intervenants extérieurs compétents et disponibles, avec lesquels nous pouvons négocier pour vous la flexibilité tarifaire nécessaire pour tenir compte de la phase de lancement de votre projet, tels que des experts-comptables, notaires ou des commissaires aux comptes le cas échéant
- une disponibilité totale de l'avocat pendant tout le processus de création jusqu'à l'obtention du Kbis.



Parce que les premiers fonds sont les plus difficiles à lever et que tout projet en seed doit être parfaitement structuré.

Avec Le CIHub et son réseau d'experts dédiés, les entrepreneurs sélectionnés bénéficient d'un accompagnement approprié et ultra-ciblé.

À travers Le CIHub un lien de confiance unique et nouveau se tisse entre vos conseils et vous.

Quelles conditions pour intégrer Le CIHub ?

- Être un entrepreneur en early stage ou plus expérimenté (tous âges – tous secteurs – tous parcours) ;
- Être une PME souhaitant amorcer un virage technologique (innovation interne – investissements au capital de start-up – croissance externe) ;
- Porter un projet opportun et réaliste.

Être membre du CIHub, c'est :

- Bénéficier des conseils sur-mesure d'experts pluridisciplinaires (juridique, comptabilité, finance, IP-IT, marketing...) ;
- Être coaché à plusieurs reprises point par point par nos experts pour challenger voire améliorer les matières clés de votre projet ;
- S'entraîner à pitcher face à un groupe d'experts ;
- Avoir un accès privilégié à des projets et à un réseau d'experts qualifiés (pour les PME).



Energy Observer est considéré comme Ambassadeur des solutions alternatives pour le futur.

Ce projet qui utilise des piles à combustible, hydrogène vert et à émission zéro carbone et zéro effet de serre est notre projet phare au Cabinet. En effet, en 2019, toute l'équipe MMLaw est impliquée :

- Participation à la levée de fonds qui a atteint les 30 millions d'Euros ;
- Accompagnement du projet sur tous les aspects juridiques ;
- Les services offerts restent de l'ordre de conditions tarifaires intéressantes.

En 2019, Energy observer a fait l'annonce du passage à l'industrialisation des technologies développées et aussi a procédé à plusieurs améliorations technologiques dont celle des panneaux solaire avec exploitation de nombreuses surfaces même les plus réduites.

De plus, un documentaire a été présenté à l'occasion de la COP 25 « Energy Observer, les messagers de la Terre » qui retrace à la fois l'aventure humaines, les défis technologiques associés à la navigation en autonomie énergétique et les rencontres des diverses communautés lors de ce voyage.



*Référence : Article: **Energy Observer**, 3 ans depuis sa mise à l'eau et un ambassadeur des solutions alternatives pour le futur.
energy-observer.org

Energy Observer est considéré comme Ambassadeur des solutions alternatives pour le futur.

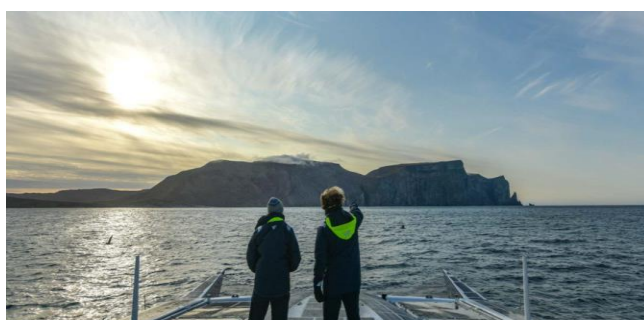
Avec la pandémie du virus COVID-19, les fondateurs d'Energy Observer* croient que :

« tout est lié, à l'image de l'interdépendance des piliers du développement durable : à un problème complexe ne peut être apportée une réponse qui porterait uniquement sur l'écologie, l'économie ou l'égalité sociale. (...) »

Cette crise est écologique autant que sanitaire, et nous met en garde tout en nous offrant une opportunité unique pour aller de l'avant et construire un monde plus juste. Ce monde-là, nous y réfléchissons depuis longtemps avec Energy Observer !

En tant que premier ambassadeur des Objectifs de développement durable, nous pensons que ces 17 objectifs démontrent toutes leur pertinence pour comprendre la crise et travailler à un futur plus durable.

Nous souhaitons à notre échelle, poursuivre notre mission et bien entendu partager toutes les solutions que nous avons pu identifier pour agir de façon intelligente sur tous les aspects des transitions : climatique à travers le déploiement d'énergies propres et d'hydrogène vert, mais aussi globalement écologique et sociale. »



NOS PROGRÈS

2019



The image features a bar chart composed of three vertical stacks of wooden blocks on a yellow background. The first stack on the left is a single blue block. The second stack in the middle consists of two green blocks. The third stack on the right is the tallest, made of four red blocks. A faint, light-colored arrow points upwards and to the right in the background. A teal rectangular box is positioned in the upper left corner, containing the year '2019' in white text.

Year	Progress (Blocks)
2018	2
2019	4

FEMMES avec...

MMLAW soutient financièrement l'association pour contribuer à l'amélioration de la place et du respect des femmes dans la société.

« FEMMES avec ... » revendique un statut plus juste, plus équitable, plus égalitaire et une meilleure application du cadre juridique supposé garantir les droits fondamentaux des femmes. Elle se veut contribuer à l'amélioration de la place et du respect des femmes dans la société en soutenant les valeurs, les associations, les initiatives et les politiques publiques qui œuvrent pour la liberté et les droits fondamentaux des femmes. Parce que faire progresser les femmes, c'est faire avancer la société.

Les actions de cette organisme s'articulent autour de quatre axes ... :

- Le recensement et l'analyse des problèmes et obstacles existants ;
- L'identification et la diffusion de solutions ;
- Un travail d'influence sur les organes législatifs et réglementaires ;
- La promotion d'initiatives exemplaires.

... et quatre thématiques prioritaires :

- La lutte contre les violences faites aux femmes ;
- La place des femmes dans l'espace public ;
- L'égalité hommes/femmes ;
- La lutte contre la situation précaire des mères isolées.



MMLAW réitère, avec sa participation dans le conseil d'administration, son soutien aux start-up et réitère sa ferme conviction de création de valeur et de richesse à travers le soutien octroyé.

Avec 167 membres investisseurs et mentors actifs, Paris Business Angels compte parmi les premiers réseaux de Business Angels en France.

Paris Business Angels intervient pour l'essentiel en phase d'amorçage, sur des tours de table allant de 200 K€ à 1 M€, seul ou en co-investissement.

Bien que réseau généraliste, la moitié des investissements des membres du réseau se fait dans le digital, les 3/4 dans des sociétés de technologie au sens large.

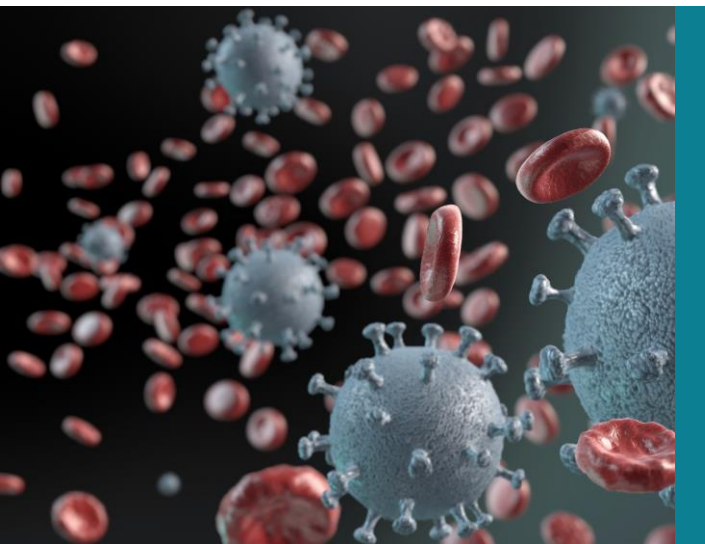
Depuis la création du réseau, Paris Business Angels c'est :

- Plus de 150 sociétés financées ;
- 167 Mentors actifs, Entrepreneurs et Cadres Dirigeants ;
- Plus de 4000 Emplois créés.

Les Business Angels accompagnent et aident à réussir les premières années de « décollage » des entreprises non cotées, innovantes, à fort potentiel de croissance.

Les membres de Paris Business Angels n'apportent pas seulement aux entrepreneurs un financement. Ils s'engagent bénévolement à leur apporter leur expérience et leurs réseaux personnels. Leur motivation : créer de la valeur avec des projets porteurs de valeur !

C'est dans cette même fibre que notre Change Leader, Me Bensoussan, siège au conseil d'administration en jouant bénévolement le double rôle conseil au réseau et aux start-up.



© CRÉDIT PHOTO : Designed by Freepik

Le département RSE & DD de MMLAW a su rapidement protéger son écosystème tout en se positionnant comme relayeur d'information juridique simplifiée.

Face à la pandémie COVID-19 et aux mesures gouvernementales prises quant au confinement des individus pour éviter la propagation du virus, le département RSE et DD de MMLAW a vite pris action en ce qui a attrait à la santé et sécurité au travail pour ses équipes ainsi qu'à fournir de l'information quant aux droits et obligations des employeurs avec la venue de plusieurs arrêtés de lois induit par la présence et la gestion du COVID par les instances gouvernementales.

En ce qui a attrait aux actions au sein du Cabinet MMLAW, nous avons procédé à :

- Installation de vitres à l'accueil pour protéger nos équipes et nos clients ;
- Installation de vitres pour les postes de travail qui se font face ;
- Mise à disposition de masques et gels hydroalcooliques ;
- Demande de devis pour installation d'un purificateur d'air.

Concernant l'information fournie aux clients à travers nos médias sociaux, nous avons partagés gratuitement et en open source :

- Des synthèses régulières des ordonnances ;
- Les mesures en matière de chômage partiel ;
- Le retour au travail en bonnes conditions ;
- Les gestes barrières de base à mettre en place.

MERCI

Miguérès Moulin AARPI
45 avenue Montaigne,
75008 Paris
Tel. +33 1 72 00 23 72
contact@mmlaw.fr



Namaste